

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 25/11/2021			
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs
60	33	17	10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt et un, le trois décembre, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Monsieur Daniel AUDO. Madame Martine AUFFRET. Monsieur Patrick BEILLON. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur André BOUDART. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Didier GUILLOTIN. Monsieur Raymond HOUEIX. Monsieur Freddy JAHIER. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Daniel MANENC. Monsieur Joël MARIVAIN. Madame Christine MANHES. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHAOU. Monsieur Anthony ONNO. Madame Martine PARE. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur Yves THIEC. Monsieur Yann YHUEL

Avaient donné pouvoir :

Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Monsieur Bruno GOASMAT. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur Denis LE RALLE. Monsieur Philippe LE VESSIER. Monsieur David ROBO

Étaient excusés :

Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Madame Françoise GUILLERM. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur André LE BRUN. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Franck VALLEIN

Secrétaire de séance : Monsieur François-Denis MOUHAOU

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

CS_2021_069 - Avis sur le projet d'arrêté cadre sécheresse du Morbihan

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

Vu le projet d'arrêté cadre sécheresse soumis à la consultation du public du 17 novembre 2021 au 17 décembre 2021;

Considérant que Eau du Morbihan figure parmi les futurs membres du Comité de gestion de la ressource en eau et du Comité technique des producteurs d'eau ;

Vu le rapport du Président ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré :

- souligne l'effort de concertation qui a prévalu à l'élaboration du projet d'arrêté cadre sécheresse ;
- partage la nécessité de réactivité et de clarification des mesures de gestion en cas de sécheresse et risque de pénurie d'eau ;
- alerte sur la relative complexité du dispositif de déclenchement des restrictions et rejoint la proposition faite par l'État d'un outil d'information dynamique en ligne ;
- souligne la bonne prise en compte de l'organisation de l'eau potable en Morbihan et le réseau départemental d'interconnexions, et l'adaptation de la gouvernance de l'arrêté cadre en conséquence : le Comité technique des producteurs d'eau permet une expertise et une réactivité indispensables à une gestion partagée des ressources, et ce mode de gestion globale et concertée doit être impérativement maintenu ;
- même si elles peuvent être sollicitées dès l'alerte, nécessitant la prise en compte d'un délai de réponse de 3 semaines, regrette que les dérogations ne puissent être éventuellement obtenues qu'en situation d'alerte renforcée : ce mode d'intervention restreint fortement la capacité de mettre en place une gestion anticipée avant l'étiage et risque d'engendrer un impact plus important sur les milieux aquatiques à l'étiage ;
- demande par conséquent que ces modalités de dérogation potentielle soient revues ;
- demande que certaines rédactions soient modifiées ou précisées :

*Au fil du projet, les zones définies sont dénommées zones de gestion ou zones d'alerte. Une dénomination uniformisée permettrait d'éviter toute confusion.

*article 8-2 – Modalités de gestion dans les zones d'alerte pour prévenir

« L'alerte renforcée en zone interconnectée, voire la crise, est déclenchée si besoin après réunion du Comité technique des producteurs d'eau potable ou sur constat, 3 jours consécutifs, d'un dépassement de seuil d'alerte renforcée ou de crise d'une station hydrologique d'une zone de gestion milieux aquatiques dans la zone interconnectée. Les mesures de restriction correspondant à ce niveau d'alerte renforcée ou de crise s'appliquent en cohérence avec les demandes de dérogation aux débits réservés. Aucune dérogation ne peut être accordée si des mesures de restriction du niveau d'alerte renforcée ne sont pas déjà mises en place. »

Cette mention d'un passage en alerte renforcée sur le volet « milieu » dans un article visant les modalités de gestion pour prévenir d'un risque de pénurie d'eau potable porte à confusion et est sujet à interprétation. Cette mention est à supprimer, puisqu'elle n'apporte rien en matière de modalités de gestion EDCH, objet de l'article.

* En zone interconnectée, pour l'eau potable, seuls des seuils d'alerte sont définis. Les seuils d'alerte renforcée et de crise mentionnés pour le Blavet au Pont Neuf, sont à supprimer.

**Articles 14 et 16 : l'article 14 rappelle les principes de débits réservés. Y figurent aussi les modalités de demande de dérogation pour les producteurs d'eau, alors que l'article 16 porte sur les mesures exceptionnelles et dérogatoires. Il conviendrait de clarifier ce point, le cas échéant en abordant les modalités de demande de dérogation pour les producteurs d'eau dans l'article 16. Il conviendrait également de préciser si les producteurs d'eau sont concernés par l'obligation de demande de dérogation via le formulaire en ligne prévu à l'article 16, alors que l'article 14 précise qu'une demande doit être adressée à la DDTM ;*

**Article 15 – Application : cet article semble en partie redondant avec l'article 3 – domaine d'application, qui stipule que l'arrêté s'applique à tous les prélèvements à l'aide d'installation fixe ou mobile. L'articulation entre les articles 3, 15, et 14 serait donc à préciser.*

Fait et délibéré à Vannes, le 3 décembre 2021

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

DÉTAIL DU VOTE

POUR	43
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0